Nécessaire féminisme radical en pays arabes

mardi 30 avril 2013, par LAACHER Smaïn (Date de rédaction antérieure : 25 avril 2013).

Renverser une dictature, ce n'est pas modifier substantiellement les fondements de l'ordre social et des structures mentales. Les soulèvements qui ont eu lieu dans les sociétés arabes se sont arrêtés à mi-chemin, dans la mesure où la remise en cause radicale des régimes politiques ne s'est nullement accompagnée d'une remise en cause radicale des systèmes qui sont au principe de la domination des hommes sur les femmes. Vouloir abattre la tyrannie et juger par ailleurs comme accessoire la lutte contre les tyrannies qui, au quotidien (du travail à la rue jusqu'à la chambre à coucher), font de la vie des femmes, dans leur grande majorité, un enfer sur terre, c'est reconnaître que la pensée a failli.

Ce point de vue est partagé par des femmes arabes ayant activement pris part aux soulèvements populaires dans leur pays. Voilà ce que disait, lors d'un entretien réalisé le 10 mars 2011 par la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), une militante des droits de l'homme à Manama (Bahreïn) qui fut très active lors des protestations contre le régime : « Les revendications politiques et sociales des manifestants n'incluent pas les droits des femmes. La question des femmes est totalement absente. Personne ne revendique l'égalité ou les droits civiques pour les femmes, pas même les femmes. »

Sans aucun doute est-ce la fin d'un certain monde pour ceux qui ont cru que gouverner, c'était habiter le pouvoir en famille pour l'éternité. Au Maroc, en Egypte, en Tunisie, en Libye, en Algérie (à Alger, le pouvoir n'est pas à l'Assemblée nationale, aussi le nombre important de femmes députées ne change-t-il rien à l'affaire) ou au Yémen, les Parlements nationaux actuels, océans de misogynie, ne laissent aucun espoir aux femmes quant à l'amélioration de leur sort et de leurs droits.

Il n'y a nulle raison d'attendre une quelconque aide de l'extérieur. Les « mouvements progressistes » en Occident regardent, avec un mélange de désarroi et d'optimisme béat, les mouvements contre-révolutionnaires agir, d'abord, pour mettre au pas les femmes qui ont osé transgresser les normes religieuses et culturelles en pays musulmans.

Pourtant, si les femmes ont été physiquement écartées des derniers soulèvements populaires, l'Etat et ses diverses polices ont, quant à eux, parfaitement perçu la menace politique que représentaient des corps en liberté dans l'espace public, en particulier lorsqu'il s'agit de celui des femmes. Les exemples sont nombreux. Entre autres, celui de la jeune Egyptienne Aliaa Magda Elmahdy, qui a publié l'image de son corps nu sur son blog, ou celui de cette jeune Tunisienne qui a rejoint le mouvement des Femen, et qui a adopté, en Tunisie même, leur mode d'interpellation publique contre l'oppression des femmes. Le propos n'est pas ici de savoir si elles ont tort ou raison. Il s'agit avant tout de comprendre ces gestes inouïs.

A ma connaissance, c'est bien la première fois que des jeunes femmes arabes montrent publiquement, totalement ou en partie, leur corps nu, événement majeur puisque c'est un corps de femme nu qui échappe à l'enfermement domestique et aux injonctions d'hommes et de femmes soucieux de la légalité traditionnelle et du respect de la norme religieuse. Ce corps nu, quelle que soit sa nationalité, n'est pas n'importe quel corps, il n'est pas un corps parmi des millions d'autres corps, il n'est pas innommable, abstrait, il n'incarne pas tous les corps – une Islandaise n'est pas une Egyptienne – et n'est donc pas sans origine, sans histoire, sans culture, sans désir. Ces corps ont une

identité car ils sont identifiables : Aliaa Magda Elmahdy a 20 ans, elle est née en Egypte ; Amina a 19 ans, elle est née en Tunisie.

Ainsi, ce n'est pas seulement une dimension inconnue des sociétés arabes qui s'expose au monde, et en premier lieu aux regards de tous les Arabes. Ces corps sont des corps qui refusent de se soumettre et par lesquels advient aussi le politique ; c'est un corps qui agit contre la violence des hommes et de toutes les institutions gouvernées par des hommes, armés ou non.

C'est un corps qui fait de la résistance, autrement dit qui fait de la politique contre le « souverain » (terrestre et divin), mais aussi contre tous les petits tyrans ordinaires et les millions d'autoentrepreneurs en morale religieuse. Elles signent, contre leur volonté ou non, par cet acte inouï, une déclaration qui est une exigence politique et morale : la femme et, ou l'homme ont le droit à leur liberté, une liberté non soumise aux impératifs de la communauté politico-religieuse.

Cette liberté signifie cet impératif majeur, nullement partagé : agir par soi-même sans être soumis à l'hégémonie du collectif et de ses lois et ne pas se laisser dominer par une quelconque instance transcendante, aussi divine soit-elle.

Au fond, peu importe que ce geste fût rare. Il a probablement choqué, même ceux et celles qui ne cessent de s'autoproclamer « démocrates », « laïques », « progressistes », etc. Ce geste n'a pas voulu se décliner sous forme de slogans, encore moins était-il sous-tendu par quelques propositions programmatiques. Cette radicalité, dans son expression protestataire, s'adresse au sens, aux émotions et à l'intelligence.

Ces expériences sont à chaque fois un événement qui n'est pas seulement un fait, mais plus profondément une rupture. C'est de l'inédit qui engage une autre histoire sociale des femmes dont toute la difficulté va être d'en élucider la signification. Les corps nus ou en partie dévêtus d'Aliaa Magda Elmahdy et d'Amina ont cette faculté inattendue de penser ensemble des registres qui ont toujours été tenus séparés dans cette société : la politique, la religion, la liberté, l'art, la pluralité humaine, l'action en commun, etc.

« Etre libre et agir ne font qu'un », disait Hannah Arendt. L'action humaine est capable de miracle, mais seulement par la liberté qui est cette capacité à faire advenir l'imprévisible. Il s'agit maintenant de penser cet événement, car c'est par cette activité, pour paraphraser une nouvelle fois Hannah Arendt, que les normes, les règles rigides et les croyances générales (religieuses, politiques, etc.) peuvent être « sapées ».

Smaïn Laacher (Sociologue. Centre d'étude des mouvements sociaux (EHESS-CNRS))

P.-S.

* LE MONDE | 25.04.2013 à 18h04 • Mis à jour le 26.04.2013 à 16h46.

* Dernier ouvrage paru : « Insurrections arabes. Utopie révolutionnaire et impensé démocratique » Buchet-Chastel, 324 pages, 21 euros